



Séance du Conseil Municipal du 20 MARS 2026



Procès-Verbal de Séance

L'an deux mille vingt-six et le vingt mars à 18 h 00, le Conseil Municipal de la Commune de Demandolx, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire dans le local habituel de ses séances sous la présidence de Monsieur Baptiste GAGLIO, Maire.

Date de la convocation : 16 mars 2026.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 11

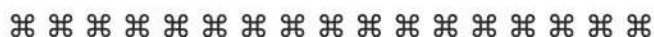
Nombre de conseillers municipaux présents : 11

Présents : M. GAGLIO Baptiste, Mme ARRAGON Dominique, M.CHERCHI Denis, M.DUFLOT Christian, Mme GRAHOVAC Ludivine, M.MANGIAPIA Christophe, Mme MORO Marie-Hélène, M.PIERRISNARD Christian, M.REBUFFEL Frédéric, Mme SCHMIDT Isabelle, Mme WIGNIOLLE Catherine.
Formant la majorité des membres en exercice.

Procuration :

Absents excusés :

A été nommé secrétaire de séance : Mme GRAHOVAC Ludivine en application de l'article L.2121-15 du CGCT.



1. Secrétariat de séance, pouvoir(s) et Signature de la feuille d'émargement

Monsieur le Maire prend la présidence de la séance ainsi que la parole. Il propose de désigner Madame GRAHOVAC Ludivine comme secrétaire de séance.

Madame GRAHOVAC Ludivine est désignée en qualité de secrétaire de séance par le Conseil Municipal, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire dénombre 11 conseillers présents, formant la majorité des membres en exercice et constate que le quorum posé par les articles L.2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales est atteint.

2. Ordre du jour de la séance du Conseil Municipal

Monsieur le Maire présente à l'assemblée l'ordre du jour de la séance du Conseil Municipal :

- ↪ Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2026.
- ↪ Délibération N°1 / 2026-007 : Election du maire.
- ↪ Délibération N°2 / 2026-008 : Fixation du nombre d'adjoints.
- ↪ Délibération N°3 / 2026-009 : Fixation des indemnités de fonction du maire et des adjoints.
- ↪ Délibération N°4 / 2026-010 : Délégations d'attributions au maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).
- ↪ Informations diverses.
- ↪ Questions diverses.

3. Approbation du procès-verbal de la séance du 11 mars 2026

Le Maire invite les conseillers à formuler des remarques sur la rédaction du procès-verbal du 11 mars 2026. En l'absence d'observations, le Conseil Municipal approuve ce procès-verbal.

4. Délibération N°1/2026-007 : Election du maire et des Adjoints

- 1 -

2026-007

DÉPARTEMENT
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

ARRONDISSEMENT
SASTELLENAISE

Effectif légal du conseil municipal
11

Nombre de conseillers en exercice
11

COMMUNE :
DEMANDOLX

Toutes les communes

Élection du maire et des adjoints

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS

L'an deux mille vingt-six, le vingt du mois de mars à dix huit heures quarante minutes, en application des articles L. 2121-7 et L. 2122-8 du code général des collectivités territoriales (CGCT), s'est réuni le conseil municipal de la commune de DEMANDOLX.

Étaient présents les conseillers municipaux suivants (indiquer les nom et prénom d'un conseiller par case) :

| | | |
|----------------------|--|--|
| GAGLIO Baptiste | | |
| GRANOVAC Lucienne | | |
| MANGIAPIA Christophe | | |
| SCHAUDT Isabelle | | |
| CERCHI Denis | | |
| MORO Marie-Hélène | | |
| DUFLOT Christian | | |
| ARRAGON Dominique | | |
| PITRISNARD Christian | | |
| WIGNIOLLE Catherine | | |
| REAUFFEL Frédéric | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Accusé de réception en préfecture
004-21040653-20260320-2026-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2026
Date de réception préfecture : 23/03/2026

| | | |
|--|--|--|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

Absents ¹ :

.....

.....

.....

1. Installation des conseillers municipaux ²

La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur G.A.G.L.O. Baptiste, maire (ou remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT), qui a déclaré les membres du conseil municipal cités ci-dessus (présents et absents) installés dans leurs fonctions.

Madame G.R.A.H.O.V.A.S. Lucienne a été désigné(e) en qualité de secrétaire par le conseil municipal (art. L. 2121-15 du CGCT).

2. Élection du maire

2.1. Présidence de l'assemblée

Le plus âgé des membres présents du conseil municipal a pris la présidence de l'assemblée (art. L. 2122-8 du CGCT). Il a procédé à l'appel nominal des membres du conseil, a dénombré onze conseillers présents et a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie³.

Il a ensuite invité le conseil municipal à procéder à l'élection du maire. Il a rappelé qu'en application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

2.2. Constitution du bureau

Le conseil municipal a désigné deux assesseurs au moins : Madame S.C.H.M.I.D.T. Isabelle, Madame H.A.R.O. Marie-Hélène

¹ Préciser s'ils sont excusés.

² Ce paragraphe n'est pas rempli lorsque l'élection du maire et des adjoints a lieu en cours de mandature.

³ Majorité des membres en exercice du conseil municipal ou nouvelle convocation sans condition de quorum.

Accusé de réception en préfecture
004-210400693-20280320-2028-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2028
Date de réception préfecture : 23/03/2028

2.3. Déroulement de chaque tour de scrutin

Chaque conseiller municipal, à l'appel de son nom, s'est approché de la table de vote. Il a fait constater au président qu'il n'était porteur que d'une seule enveloppe du modèle uniforme fourni par la mairie. Le président l'a constaté, sans toucher l'enveloppe que le conseiller municipal a déposée lui-même dans l'urne ou le réceptacle prévu à cet effet. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré.

Après le vote du dernier conseiller, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote. Les bulletins et enveloppes déclarés nuls par le bureau en application de l'article L. 66 du code électoral ont été sans exception signés par les membres du bureau et annexés au procès-verbal avec mention de la cause de leur annexion. Ces bulletins et enveloppes ont été annexés les premiers avec leurs enveloppes, les secondes avec leurs bulletins, le tout placé dans une enveloppe close jointe au procès-verbal portant l'indication du scrutin concerné. Il en va de même pour les bulletins blancs qui sont décomptés séparément et annexés au procès-verbal. Ils n'entrent pas en compte pour la détermination des suffrages exprimés, mais il en est fait spécialement mention dans les résultats des scrutins. Une enveloppe ne contenant aucun bulletin est assimilée à un bulletin blanc (article L. 65 du code électoral).

Lorsque l'élection n'a pas été acquise lors d'un des deux premiers tours de scrutin, il a été procédé à un nouveau tour de scrutin.

2.4. Résultats du premier tour de scrutin

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote..... 0
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées) 11
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) 0
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) 0
- e. Nombre de suffrages exprimés [b - c-d] 11
- f. Majorité absolue ⁴ 6

| INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique) | NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS | |
|---|-----------------------------|-------------------|
| | En chiffres | En toutes lettres |
| GAGLIARDI Baptiste..... | 11 | ONZE |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

⁴ La majorité absolue est égale, si le nombre de suffrages exprimés est pair, à la moitié plus un des suffrages exprimés ou, si le nombre des suffrages exprimés est impair, à la moitié du nombre pair immédiatement supérieur.

Accusé de réception en préfecture
004-210400693-20260320-2026-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2026
Date de réception préfecture : 23/03/2026

2.5. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁵

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]
- f. Majorité absolue ⁴

| INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique) | NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS | |
|---|-----------------------------|-------------------|
| | En chiffres | En toutes lettres |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

2.6. Résultats du troisième tour de scrutin ⁶

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]

| INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DES CANDIDATS (dans l'ordre alphabétique) | NOMBRE DE SUFFRAGES OBTENUS | |
|---|-----------------------------|-------------------|
| | En chiffres | En toutes lettres |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

2.7. Proclamation de l'élection du maire

Monsieur G. A. G. L. O. Baptiste a été proclamé(e)
maire et a été immédiatement installé(e).

⁵ Ne pas remplir les 2.5 et 2.6 si l'élection a été acquise au premier tour.

⁶ Ne pas remplir le 2.6 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

| |
|--|
| Accusé de réception en préfecture 064-21040693-20260350-2026-007-DE Date de télétransmission : 23/03/2026 Date de réception préfecture : 23/03/2026 |
|--|

3. Élection des adjoints

Sous la présidence de Monsieur G. A. G. L. O. Baptiste
élu(e) maire (ou son remplaçant en application de l'article L. 2122-17 du CGCT), le conseil municipal a été invité à procéder à l'élection des adjoints.

3.1. Nombre d'adjoints

Le président a indiqué qu'en application des articles L. 2122-1 et L. 2122-2 du CGCT, la commune doit disposer au minimum d'un adjoint et au maximum d'un nombre d'adjoints correspondant à 30% de l'effectif légal du conseil municipal, soit trois adjoints au maire au maximum. Il a rappelé qu'en application des délibérations antérieures, la commune disposait, à ce jour, de trois adjoints. Au vu de ces éléments, le conseil municipal a fixé à trois le nombre des adjoints au maire de la commune. Si un seul adjoint doit être élu, le président a rappelé qu'il est élu selon les mêmes modalités que le maire, à savoir au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue (*dans ce cas de figure, ne pas remplir la partie 3.2 et passer directement à la partie 3.3*).⁷

3.2. Listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire

Le maire (ou son remplaçant) a rappelé que les adjoints sont élus au scrutin secret de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel parmi les membres du conseil municipal. **Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.** Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus (art. L. 2122-4 et L. 2122-7-2 du CGCT).

Le conseil municipal a décidé de laisser un délai de dix minutes pour le dépôt, auprès du maire, des listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire qui doivent comporter autant de conseillers municipaux que d'adjoints à désigner.

A l'issue de ce délai, le maire (ou son remplaçant) a constaté que trois listes de candidats aux fonctions d'adjoint au maire avaient été déposées. Ces listes ont été jointes au présent procès-verbal. Elles sont mentionnées dans les tableaux de résultats ci-dessous par l'indication du nom du candidat placé en tête de chaque liste. Il a ensuite été procédé à l'élection des adjoints au maire, sous le contrôle du bureau désigné au 2.2 et dans les conditions rappelées au 2.3.

3.3. Résultats du premier tour de scrutin

| | |
|--|----|
| a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote | 0 |
| b. Nombre de votants (enveloppes déposées) | 11 |
| c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral) | 0 |
| d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral) | 0 |
| e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d] | 11 |

⁷ Rayer cette dernière phrase si au moins deux adjoints doivent être élus

f. Majorité absolue ⁴

6

| INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique) | NOMBRE DE SUFRAGES OBTENUS | |
|--|----------------------------|-------------------|
| | En chiffres | En toutes lettres |
| M.A.N.G.I.A.P.I.A. Christophe | 11 | M.N.Z.C. |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3.4. Résultats du deuxième tour de scrutin ⁸

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]
- f. Majorité absolue ⁴

| INDIQUER LES NOM ET PRÉNOM DE CHAQUE CANDIDAT PLACÉ EN TÊTE DE LISTE (dans l'ordre alphabétique) | NOMBRE DE SUFRAGES OBTENUS | |
|--|----------------------------|-------------------|
| | En chiffres | En toutes lettres |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

3.5. Résultats du troisième tour de scrutin ⁹

- a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote
- b. Nombre de votants (enveloppes déposées)
- c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau (art. L. 66 du code électoral)
- d. Nombre de suffrages blancs (art. L. 65 du code électoral)
- e. Nombre de suffrages exprimés [b – c-d]

⁸ Ne pas remplir les 3.4 et 3.5 si l'élection a été acquise au premier tour.
⁹ Ne pas remplir le 3.5 si l'élection a été acquise au deuxième tour.

Accusé de réception en préfecture
004-210400693-20260320-2026-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2026
Date de réception préfecture : 23/03/2026

5. Clôture du procès-verbal

Le présent procès-verbal, dressé et clos, le vingt-trois⁰....., à dix-huit..... heures, quarante..... minutes, en double exemplaire ¹¹ a été, après lecture, signé par le maire (ou son remplaçant), le conseiller municipal le plus âgé, les assesseurs et le secrétaire.

Le maire (ou son remplaçant),



Le conseiller municipal le plus âgé,



Le secrétaire,



Les assesseurs,



¹¹ Le premier exemplaire du procès-verbal est conservé au secrétariat de la mairie avec les déclarations de candidature et un exemplaire de la feuille de proclamation. Le second exemplaire doit être aussitôt transmis, avec toutes les autres pièces annexées, au représentant de l'État.

Accusé de réception en préfecture
004-210400693-20260320-2026-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2026
Date de réception préfecture : 23/03/2026

DÉPARTEMENT
ALPES DE HAUTE-PROVENCE

COMMUNE :

Toutes les communes

ARRONDISSEMENT
CASTELLANE

DEMANDOLX

EPCI à fiscalité propre
CCAPV Savoires de la vallée

TABLEAU DU CONSEIL MUNICIPAL

(art. L. 2121-1 du code général des collectivités territoriales - CGCT)

Effectif légal du conseil municipal

11

L'ordre du tableau détermine le rang des membres du conseil municipal. Après le maire, prennent rang, dans l'ordre du tableau, les adjoints puis les conseillers municipaux.

L'ordre du tableau des adjoints est déterminé, sous réserve des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 2122-7-2 et du second alinéa de l'article L. 2113-8-2 du CGCT, par l'ordre de nomination et, entre adjoints élus le même jour sur la même liste de candidats aux fonctions d'adjoints, par l'ordre de présentation sur cette liste.

L'ordre du tableau des conseillers municipaux est déterminé :

- 1° Par la date la plus ancienne de leur élection intervenue depuis le dernier renouvellement intégral du conseil municipal ;
- 2° Entre conseillers élus le même jour, par le plus grand nombre de suffrages obtenus ;
- 3° Et, à égalité de voix, par priorité d'âge.

Une copie du tableau est transmise au préfet au plus tard à 18 heures le lundi suivant l'élection du maire et des adjoints (art. R. 2121-2 du CGCT). Pour les communes de moins de 1000 habitants, est également adressée au préfet, dans les mêmes délais, la liste des conseillers communautaires résultant de l'application de l'article L. 273-11 du code électoral.

| Ordre | Fonction ¹ | Qualité (M. ou Mme) | NOM ET PRÉNOM | Date de naissance | Date de la plus récente élection à la fonction | Suffrages obtenus par le candidat (en chiffres) | Conseiller communautaire |
|-------|-----------------------|---------------------|---|-------------------|--|---|--------------------------|
| 1 | Maire | M. | G. A. C. L. I. O. Baptiste | 09/04/1982 | 20/03/2026 | 11 | |
| 2 | Premier adjoint | M. | M. A. N. G. I. R. P. I. A. Christophe | 30/12/1973 | 20/03/2026 | 11 | |
| 3 | Deuxième Adjoint | Mme | G. R. A. H. O. Y. A. C. Ludovic | 15/06/1977 | 20/03/2026 | 11 | |
| 4 | Troisième Adjoint | M. | C. H. E. R. C. H. J. Deana | 24/03/1977 | 20/03/2026 | 11 | |
| 5 | Conseillère | Mme | A. B. R. A. G. O. N. Dominique | 25/03/1953 | 15/03/2026 | 57 | |
| 6 | Conseillère | Mme | S. C. H. A. I. O. T. Isabelle | 07/11/1954 | 15/03/2026 | 57 | |
| 7 | Conseiller | M. | D. U. F. L. O. T. chistian | 15/10/1956 | 15/03/2026 | 57 | |
| 8 | Conseiller | Mme | W. I. G. N. I. O. L. L. E. Catherine | 25/12/1961 | 15/03/2026 | 57 | |
| 9 | Conseiller | M. | P. I. L. R. R. I. S. N. A. R. D. chistian | 03/05/1968 | 15/03/2026 | 57 | |
| 10 | Conseiller | Mme | M. O. R. O. H. A. M. Hélène | 20/08/1972 | 15/03/2026 | 57 | |
| 11 | Conseiller | M. | B. L. B. U. F. F. L. E. Frédéric | 01/07/1966 | 15/03/2026 | 21 | |
| 12 | | | | | | | |
| 13 | | | | | | | |
| 14 | | | | | | | |
| 15 | | | | | | | |

Cachet de la mairie :



Certifié par le maire,

A le 20 Mars 2026

Le Maire
G. A. C. L. I. O. Baptiste

¹ Préciser : maire, adjoint (indiquer le numéro d'ordre de l'adjoint) ou conseiller.

Accusé de réception en préfecture
004-210400693-20260320-2026-007-DE
Date de télétransmission : 23/03/2026
Date de réception préfecture : 23/03/2026

5. Délibération N°2/2026-008 : Fixation du nombre d'Adjoints

Vu l'article L.2122-1 du Code général des collectivités territoriales stipulant qu'il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du Conseil Municipal,

Vu l'article L.2122-2 du Code général des collectivités territoriales permettant aux conseils municipaux de déterminer librement le nombre des adjoints au maire sans que ce nombre puisse excéder 30% de l'effectif légal du Conseil Municipal,

Considérant que l'effectif légal du Conseil Municipal de la Commune de Demandolx étant de onze, le nombre des adjoints au maire ne peut dépasser trois.

Vu la proposition de Monsieur le Maire de fixer à trois le nombre des adjoints au maire, Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DECIDE** de fixer à trois le nombre des adjoints au maire de la Commune de Demandolx,
- **CHARGE** Monsieur le Maire de procéder immédiatement à l'élection de ces trois adjoints au maire.

Détail des votes du scrutin

| Membres du Conseil Municipal | Présent | Absent | Pouvoir à | Vote contre | Vote pour | Abstention |
|------------------------------|---------|--------|-----------|-------------|-----------|------------|
| Baptiste GAGLIO | X | | | | X | |
| Dominique ARRAGON | X | | | | X | |
| Denis CHERCHI | X | | | | X | |
| Christian DUFLOT | X | | | | X | |
| Ludivine GRAHOVAC | X | | | | X | |
| Christophe MANGIAPIA | X | | | | X | |
| Marie-Hélène MORO | X | | | | X | |
| Christian PIERRISNARD | X | | | | X | |
| Frédéric REBUFFEL | X | | | | X | |
| Isabelle SCHMIDT | X | | | | X | |
| Catherine WIGNIOLLE | X | | | | X | |
| TOTAL | | | | 0 | 11 | 0 |

Sens du vote :

Adoption

Rejet :

Unanimité

Majorité

Nombre de voix pour : 11

Nombre de voix contre : 0

6. Délibération N°3/2026-009 : Fixation des indemnités de fonction du maire et des adjoints

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-2,

Considérant que l'article L.2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maximums et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au maire et aux adjoints,

Vu l'article L.2123-20 du Code Général des Collectivités Territoriales qui fixe le taux maximum des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026 constatant l'élection du maire et de trois adjoints,

Vu les arrêtés municipaux en date du 20 mars 2026 portant délégation de fonctions aux trois adjoints,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

Considérant que pour une commune de moins de 500 habitants, le taux maximal de l'indemnité du maire en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 28,1%,

Considérant que pour une commune de moins de 500 habitants, le taux maximal de l'indemnité d'un adjoint en pourcentage de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique ne peut dépasser 10,89 %,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : à compter du 20 mars 2026, le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux par l'article L.2123-23 précité, fixée aux taux suivants :

- Maire : 28,1% de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale,
- 1^{er} adjoint : 10,89 de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale,
- 2^{ème} adjoint : 10,89 % de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale,

→ 3^{ème} adjoint : 10,89 % de l'indice brut terminal 1027 de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale.

Article 2 : L'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L.2123-22 à L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales.

Article 3 : Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale et payées mensuellement.

Article 4 : Les crédits nécessaires à cette dépense seront inscrits au budget communal.

| Détail des votes du scrutin | | | | | | |
|------------------------------|---------|--------|-----------|-------------|-----------|------------|
| Membres du Conseil Municipal | Présent | Absent | Pouvoir à | Vote contre | Vote pour | Abstention |
| Baptiste GAGLIO | X | | | | X | |
| Dominique ARRAGON | X | | | | X | |
| Denis CHERCHI | X | | | | X | |
| Christian DUFLOT | X | | | | X | |
| Ludivine GRAHOVAC | X | | | | X | |
| Christophe MANGIAPIA | X | | | | X | |
| Marie-Hélène MORO | X | | | | X | |
| Christian PIERRISNARD | X | | | | X | |
| Frédéric REBUFFEL | X | | | | X | |
| Isabelle SCHMIDT | X | | | | X | |
| Catherine WIGNIOLLE | X | | | | X | |
| TOTAL | | | | 0 | 11 | 0 |

Sens du vote : Adoption Rejet :

Unanimité

Majorité Nombre de voix pour : 11 Nombre de voix contre : 0

7. Délibération N°4/2026-010 : Délégations d'attributions au maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)

Vu les articles L 2122.17 et L 2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L 2122.22 et L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales permettant au Maire, par délibération du Conseil Municipal, d'être chargé en tout ou partie et pour la durée du mandat de certaines attributions,

Considérant l'utilité de ces délégations pour gérer plus efficacement et plus rapidement les affaires communales et éviter la surcharge des ordres du jour des séances du Conseil Municipal,

Considérant que dans un souci d'efficacité de gestion et de rapidité d'exécution, il y a lieu de déléguer au Maire les attributions, prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré

DECIDE

ARTICLE 1 : de donner au Maire délégation pour les attributions définies à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales pour la durée de son mandat, à savoir :

1. d'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
2. de fixer les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. Cette délégation ne concerne que les droits déjà créés, dans la limite d'une variation annuelle de 10%.
3. de procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au « a » de l'article L.2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. Cette délégation est donnée dans la limite des inscriptions budgétaires votées par le Conseil Municipal.
4. de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.
5. de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
6. de passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7. de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. d'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
11. de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
12. de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
13. de décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. de fixer les reprises d'alignement en application des documents d'urbanisme ;
15. d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code dans la limite des crédits budgétaires ;
16. d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est générale pour tous litiges portés devant toutes juridictions civiles, pénales, administratives, françaises ou étrangères, que la commune soit demanderesse ou défenderesse, et transiger avec les tiers dans la limite de 1000 € ;
17. de régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 4 600 € ;
18. de donner, en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
19. de signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'Urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi N°2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
20. de réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 100 000 € ;
21. d'exercer ou de déléguer, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du Code de l'Urbanisme dans la limite des crédits budgétaires ;
22. d'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du Code de l'Urbanisme ;
23. De prendre les décisions mentionnées aux articles L.253-4 et L.523-5 du Code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la Commune ;
24. D'autoriser au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
25. D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu à l'article L.151-37 du Code Rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;
26. Demander à tout organisme financeur, l'attribution de subvention après validation de l'opération par le Conseil Municipal ;
27. De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux après validation de l'opération par le Conseil Municipal ;

28. D'exercer, au nom de la commune, de droit prévu au I de l'article 10 de la loi N°75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;
29. D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du Code de l'environnement.
30. D'admettre en non-valeur les titres de recettes, ou certaines catégories d'entre eux, présentées par le comptable public, chacun de ces titres correspondant à une créance irrécouvrable d'un montant inférieur à un seuil fixé par délibération du Conseil Municipal, qui ne peut être supérieur à un seuil fixé par décret. Ce même décret précise les modalités suivant lesquelles le maire rend compte au conseil municipal de l'exercice de cette délégation.
31. D'autoriser les mandats spéciaux que les membres du conseil municipal peuvent être amenés à exercer dans le cadre de leurs fonctions, ainsi que le remboursement des frais afférents prévus à l'article L.2123-18 du présent code.

ARTICLE 2 : dit que, en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire rendra compte au Conseil Municipal des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

ARTICLE 3 : autorise le Maire à déléguer ces attributions à un ou plusieurs de ses adjoints.

ARTICLE 4 : dit que, en cas d'empêchement du Maire, la délégation qui lui est consentie par le Conseil Municipal sera exercée par un adjoint dans l'ordre du tableau.

| Détail des votes du scrutin | | | | | | |
|---|---------|--------|-----------|-------------|-----------|------------|
| Membres du Conseil Municipal | Présent | Absent | Pouvoir à | Vote contre | Vote pour | Abstention |
| Baptiste GAGLIO | X | | | | X | |
| Dominique ARRAGON | X | | | | X | |
| Denis CHERCHI | X | | | | X | |
| Christian DUFLOT | X | | | | X | |
| Ludivine GRAHOVAC | X | | | | X | |
| Christophe MANGIAPIA | X | | | | X | |
| Marie-Hélène MORO | X | | | | X | |
| Christian PIERRISNARD | X | | | | X | |
| Frédéric REBUFFEL | X | | | | X | |
| Isabelle SCHMIDT | X | | | | X | |
| Catherine WIGNIOLLE | X | | | | X | |
| TOTAL | | | | 0 | 11 | 0 |
| Sens du vote : Adoption <input checked="" type="checkbox"/> Rejet : <input type="checkbox"/> | | | | | | |
| Unanimité <input checked="" type="checkbox"/> | | | | | | |
| Majorité <input type="checkbox"/> Nombre de voix pour : 11 Nombre de voix contre : 0 | | | | | | |

8. Informations diverses

Sans objet.

9. Questions diverses

Sans objet.

10. Signature du registre des délibérations de la séance

Monsieur le Maire invite la secrétaire de séance, Madame GRAHOVAC Ludivine, à signer le registre des délibérations qui ont été prises lors de la séance du 20 mars 2026.

La séance est levée à 21 H 00.

Baptiste GAGLIO
Maire de Demandolx

Handwritten signature of Baptiste Gaglio in black ink.

Ludivine GRAHOVAC
La secrétaire de Séance

Handwritten signature of Ludivine Grahovac in black ink.

Liste des délibérations adoptées lors de la séance du 20 mars 2026

| Numéro | Objet | Vote |
|---------------|--|-------------------------|
| 1. N°2026-007 | Election du Maire et des Adjoints | Approuvée à l'unanimité |
| 2. N°2026-008 | Fixation du nombre d'adjoints | Approuvée à l'unanimité |
| 3. N°2026-009 | Fixation des indemnités de fonction du maire et des adjoints | Approuvée à l'unanimité |
| 4. N°2026-010 | Délégations d'attributions au maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) | Approuvée à l'unanimité |

La secrétaire de séance
Ludivine GRAHOVAC

Signature :



Le Président de séance
Baptiste GAGLIO

Signature :



